Mascarade électorale et référendaire en Guinée: l’union européenne remet en question la validité du processus

écrit par GuineePolitique© | 26 mars 2020

> *Le caractère non inclusif et non consensuel de ces scrutins et du fichier électoral porte atteinte à la crédibilité de ces élections. L’absence d’observation régionale et internationale reconnue remet également en question la validité du processus.*
>
> *Déclaration de la Porte-parole de l’UE sur les élections législatives et le référendum constitutionnel du 22 mars 2020 en Guinée*

Guinée: déclaration de la Porte-parole sur les élections législatives et le référendum constitutionnel du 22 mars

Le
double scrutin du 22 mars s’est tenu dans un climat de forte tension
émaillé par des violences causant plusieurs morts. Ces actes

de violence
et l’usage disproportionné de la force par les forces de l’ordre sont
inacceptables.

Le caractère non inclusif et non consensuel de ces scrutins et du
fichier électoral porte atteinte à la crédibilité de ces élections.
L’absence d’observation régionale et internationale reconnue remet
également en question la validité du processus. Les clivages intercommunautaires se creusent dangereusement.

L’Union européenne renouvelle son soutien aux initiatives de la Communauté économique des états de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO), de l’Union africaine et de l’Organisation internationale de la Francophonie (OIF) susceptibles de réhabiliter le processus électoral, de désamorcer les tensions et de renouer un dialogue entre toutes les parties.

Virginie BATTU-HENRIKSSON Spokesperson for Foreign Affairs and Security Policy + 32 (0)470 18 24 05

---

eeas.europa.eu

Pour la France «le caractère

non inclusif de ces élections [ ] n’a pas permis la tenue d’élections crédibles» en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 26 mars 2020

Guinée – Point de presse de la porte-parole (24 mars 2020)

La France suit avec préoccupation la situation en Guinée, après l’organisation, ce dimanche 22 mars, d’élections législatives et d’un référendum en vue d’un changement de Constitution. Elle condamne les actes de violence qui ont entraîné, durant cette journée, la mort de plusieurs Guinéens.

Le caractère non inclusif de ces élections et non consensuel du fichier électoral, ainsi que le rôle joué par des éléments des forces de sécurité et de défense excédant la simple sécurisation du processus, n’ont pas permis la tenue d’élections crédibles et dont le résultat puisse être consensuel. La France relève aussi l’absence

d’observation
régionale et internationale à l’occasion de ce double vote.

La France soutiendra les initiatives de la CEDEAO, de l’Union africaine et de l’OIF pour désamorcer les tensions en Guinée et restaurer rapidement un dialogue entre toutes les parties. Elle appelle tous les acteurs guinéens, quels qu’ils soient, à la responsabilité et à la plus grande retenue.

---

diplomatie.gouv.fr

Observation électorale: la CEDEAO décline l’invitation du gouvernement guinéen

écrit par GuineePolitique© | 26 mars 2020

La CEDEAO serait prête à envoyer une mission d’observation pour les élections si celles-ci sont inclusives

Réponse de la CEDEAO au ministre guinéen des affaires

étrangères

Nous avons souhaité que la période de report du scrutin soit mise à profit pour renouer le dialogue entre tous les acteurs politiques

Réponse de la CEDEAO au ministre guinéen des affaires étrangères

---

COMISSÃO DA CEDEAO

ECOWAS COMMISSION

101, YAKUBU GOWON CRESCENT,
ASOKORO DISTRICT,
P.M.B. 401,
ABUJA NIGERIA,
E-MAIL:info@ecowas.int
www.ecowas.int

COMMISSION DE LA CEDEAO

ECW/PC/AE/2020/11/eke

Abuja, le 19 mars 2020

Monsieur Mamadi TOURE
Ministre des Affaires Etrangères et des Guinéens de l'Extérieur
Conakry - Guinée

Objet : Demande de déploiement d'une mission d'observation

Monsieur le Ministre,

J'accuse réception de votre courrier du 16 mars 2020 sur l'objet en référence et vous en remercie.

A cet égard, permettez-moi encore une fois de saluer et féliciter les Autorités Guinéennes pour la décision importante et courageuse de reporter le double scrutin législatif et référendaire initialement prévu le 1er mars 2020 au 22 mars 2020. Je voudrais également, saluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de la mission des experts de la CEDEAO qui ont permis de fiabiliser le fichier électoral pour les élections.

Comme indiqué lors de nos échanges et dans le Communiqué conjoint avec l'Union Africaine, nous avons souhaité que la période de report du scrutin soit mise à profit pour renouer le dialogue entre tous les acteurs politiques.

Nous continuons à penser que cela serait de nature à renforcer la confiance entre tous les acteurs et permettrait de parvenir à un scrutin apaisé et inclusif. Si vous en étiez d'accord, nous sommes prêts à contribuer à faciliter ce dialogue.

Dans ce contexte, concernant le déploiement d'une mission d'observateurs et après consultations avec les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, je voudrais vous assurer que la CEDEAO serait prête à envoyer une mission d'observation pour les élections si celles-ci sont inclusives, comme précédemment indiqué.